

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, DIMANCHE 23 NOVEMBRE 1986

«Regarde, ils m'ont démolie de la tête aux pieds»

Symbole de la lutte des Chiliens pour les droits humains, Carmen Quintana n'oublie pas l'affreux drame qu'elle a vécu



LILY TASSO

Carmen parle tout le temps de ce qui lui est arrivé au Chili. Elle se souvient de chaque détail du visage de celui qui l'a brûlée vive le 2 juillet dernier à Santiago. Quand elle s'est vue dans un miroir, elle s'est écriée en colère: *Regarde comme ils m'ont démolie de la tête aux pieds*, rapporte sa mère Audelina Quintana.

Secouant et remuant à la fois sa fille, cette femme de caractère l'a exhortée à penser plutôt aux nombreux enfants qui ont faim dans son pays, à accepter aussi ses souffrances pour que le Chili redevienne un pays de justice.

Audelina a de plus fait valoir à Carmen qu'elle avait la chance d'être si bien soignée au Canada. Après les greffes qu'elle continue de subir au Centre des grands brûlés de l'Hôtel-Dieu, la dernière il y a trois jours, la jeune fille de 19 ans ira dans un institut de réadaptation réapprendre les gestes de la vie quotidienne. Elle passera ensuite à la chirurgie corrective et plastique. Un long calvaire avec, pour la soutenir, la présence constante de ses parents, celle de ses quatre sœurs, de son frère et de son beaufrère.

En effet, toute la vie des Quintana, depuis leur arrivée à Montréal le 17 septembre dernier, est organisée en fonction de Carmen. Après le COFI (Centre d'orientation et de formation pour immigrants) où l'école, tous lui rendent visite quotidiennement. LA PRESSE les a suivis au COFI et au Centre des grands brûlés de l'Hôtel-Dieu; chez eux également, dans l'appartement de sept pièces et demi avec sous-sol qu'ils occupent sur le boulevard Pie IX.

Cette dernière visite, à un lieu mercredi soir dernier. Ils nous avaient donné rendez-vous à 20 h 30, à leur sortie de l'Hôtel-Dieu. Faisant son apparition à 22 h, Mme Audelina Quintana s'excuse: «Carmen vient de subir

Une partie de la famille Quintana est réunie dans le salon donnant sur le boulevard Pie IX. Ce sont, de gauche à droite, Patricia, 11 ans, ses parents Audelina et Carlos, Marcella, 16 ans et Carlos Alberto, 15 ans. A leur sortie du COFI Olivier Asselin où ils se rendent tous les jours pour apprendre le français, on reconnaît Mme Audelina Quintana, sa fille Lidia, âgée de 18 ans, et M. Carlos Quintana.

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

une nouvelle opération, elle ne voulait pas rester seule».

Chez les Quintana, le photographe Bernard Brault, ma consoleur Madeleine Berthault — qui parle espagnol et qui a bien voulu servir d'interprète — et moi, sommes accueillis par une oeuvre du compositeur chilien Roberto Bravo et jouée par le célèbre pianiste Claudio Arrau, chilien lui aussi. «Il l'a dédiée à Carmen et nous a cédé ses droits sur l'enregistrement pour payer son hospitalisation», explique M. Carlos Quintana. Grâce à la solidarité du peuple chilien et à la mobilisation de générosité dans plusieurs pays qui avaient même offert d'accueillir Carmen, son père a pu régler une note de \$70 000 US.

Carmen est une héroïne et un symbole de la lutte que le peuple du Chili mène pour plus de justice. Ainsi, une Chilienne, Patricia Verdugo, est en train d'écrire un livre sur elle et sur Rodrigo Rojas de Negri, le jeune homme qui a subi le même sort que Carmen et qui en est mort. D'autre part, la famille Quintana a reçu d'un artiste de Chillan, une ville proche de Santiago, un immense portrait de Carmen, réalisé à partir d'une

photo parue dans un journal, qui attend de trouver sa place sur un mur du salon confortable aux voilages brodés, installés discrètement par des Québécois.

Mme Quintana nous montre une sculpture en bois représentant un pompier, un cadeau de Loto Pompier 1986 signé par le lieutenant R. Pard. Par ailleurs, le passage de Carmen à l'Hôtel-Dieu restera marqué par un prix annuel qui portera son nom. «Carmen a été surprise d'apprendre notre décision. Nous voulons ainsi rappeler son séjour dans notre centre et exprimer en même temps notre sympathie et notre respect aux victimes de brûlures, d'où qu'elles viennent, que l'origine soit accidentelle ou terroriste», avait expliqué à LA PRESSE le docteur Jacques Papillon.

Il ajoute que ce prix sera pour Carmen Quintana une façon de se sentir solidaire des autres brûlés. Un comité spécial de la Fondation désignera une personnalité qui aura apporté une contribution importante dans le domaine médical ou social, ou encore par une invention particulière pouvant améliorer le traitement des grands brûlés.

PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE



Carmen, entre le passé chilien et un avenir canadien

«J'ai hâte de retourner à l'université pour étudier la psychologie», m'annonce Carmen Quintana. En français. Au moment du drame, la jeune fille étudiait pour devenir ingénieur. Intelligente, elle a décidé de changer de voie pour adopter une carrière plus sédentaire, où la réflexion prime l'effort physique. «J'aimerais travailler plus tard auprès des jeunes», confie-t-elle, consciente sans doute que son expérience de la souffrance et du handicap physique pourrait l'y aider.

Les greffes qu'elle subit — les plus récentes aux mains, la semaine dernière et cette semaine — tout comme les exercices destinés à fortifier ses bras et ses jambes, ne l'empêchent pas de fréquenter déjà notre langue. «Avec les infirmières», précise-t-elle modestement lors d'une rencontre.

Il ne s'agissait certes pas d'une véritable interview comme celle que CBS (canal 5) diffusera ce soir à 19 h 30. Primeur accordée au réseau américain afin d'appuyer sans doute la poursuite intentée à Washington contre le gouvernement militaire du Chili par les familles de Carmen Quintana et de Rodrigo Rojas de Negri. Chacune des familles réclame une indemnisation de \$10 millions US. Le recours a été déposé à la Cour du district de Columbia.

Au point de vue santé, les progrès de Carmen sont encore plus

visibles. Celle qui avait été transportée de Santiago en civière il y a deux mois, se prélassait sur un divan du solarium, entourée de son père Carlos, sa mère Audelina et sa sœur Lidia. Les quatre portaient le masque, les gants et la blouse vert pâle obligatoires, afin d'éviter toute contamination.

À l'heure actuelle, elle pense beaucoup plus au Chili qu'à Montréal dont elle n'aperçoit que le mont Royal à travers les larges baies du solarium. Du neuvième étage où elle est perchée, rien ne laisse deviner l'agitation de la rue et du quartier. «Je reçois beaucoup de courrier du Chili avec des coupures de journaux. Mes amis et même des étrangers m'écrivent», raconte Carmen qui a tenu à voter par téléx aux élections destinées à élire le président des étudiants de l'université de Santiago.

Elle est également en rapport avec le docteur Jorge Villegas, qui l'avait soignée à l'hôpital Del Trabajador à Santiago et qui l'avait accompagnée jusqu'à Montréal. «Il m'a écrit aussi et j'ai enregistré ma réponse sur cassette, parce que je ne peux pas encore me servir de mes mains», explique Carmen. «Je ne peux même pas manger seule», poursuit la malade qui fait l'éloge du personnel du Centre des grands brûlés.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Les photos superposées (à droite) sont celles de Carmen Quintana et de sa sœur Emilia, âgée de 20 ans et mariée à Luis Fuente. Elles ont été prises en mars 1986 pour leur carnet d'université. A gauche, assis sur son lit dans l'appartement du boulevard Pie IX à Montréal, leur frère Carlos écoute l'oeuvre du compositeur chilien Roberto Bravo dédiée à Carmen et interprétée par le célèbre pianiste Claudio Arrau, Chilien lui aussi.



CARMEN G. QUINTANA A.
10.645.423 — K STGO



EMILIA I. QUINTANA A.
9.970.973 — 1 Q.N

À l'école française

■ A l'instar de 2 500 à 3 000 immigrants qui suivent des cours de français à plein temps dans des Centres d'orientation et de formation pour immigrants (COFI), les Quintana prennent depuis deux semaines le chemin de l'école. Ces cours d'une durée de 30 semaines à raison de 25 heures par semaine, se termineront pour eux à la mi-juin.

«Ils sont extrêmement motivés», souligne M. Jean-Claude Delorme, directeur du COFI Olivier Asselin que fréquentent Carlos et Audelina Quintana et leur fille Lidia, âgée de 18 ans. Emilia et son mari Luis Fuente sont inscrits au COFI Alain de Grandbois, tandis que Marcella et Carlos Alberto, âgés respectivement de 16 et 15 ans, fréquentent l'école secondaire du Nouveau Monde. Patricia, la benjamine de 11 ans, va à l'école Saint-Arsène.

Nous avons surpris M. Quintana et Lidia dans la classe de Mme Jeannine Aonzo. C'était le jour des verbes pronominiaux. Alertes comme leurs camarades de classe, ils déclinaient allègrement le verbe «se réveiller».

Durant notre visite chez les Quintana, les plus jeunes se faisaient déjà comprendre en français. A la joie de leurs parents qui ne tarderont pas sans doute à les rattraper.

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président éditeur

Michel Roy
éditeur adjoint

Claude Gravel
directeur de l'information

Jean-Guy Dubuc
éditorialiste en chef

Éditorial

L'urgence de la négociation

Le gouvernement québécois a clairement indiqué aux syndicats de la fonction publique, la semaine dernière, que le droit à la santé passait avant le recours aux moyens de pression aux dépens des malades. Là-dessus, rares sont ceux qui lui donneront tort.

Mais les travailleurs du secteur public ont néanmoins, eux aussi, des droits, dont celui de négocier librement leurs conditions de travail. Or, selon un jugement de la Cour supérieure, certaines dispositions du nouveau régime de négociation imposé par la loi 37 aux travailleurs du secteur public contreviennent à la Charte canadienne des droits et libertés en créant deux classes de syndiqués.

En un mot, selon le juge Jean-Jacques Croteau, la loi 37 modifie les règles du jeu dans la négociation et crée des inégalités au détriment de certains. La nouvelle loi, soutient le juge, impose des conditions supplémentaires à l'exercice du droit de grève pour certains syndiqués. De même, elle exclut certains champs de la négociation pour les uns, alors qu'elle les permet pour certains autres.

Cette loi, rappelons-le, n'est pas une trouvaille des libéraux mais fut adoptée en juin 1985, tout à la fin de l'ancien gouvernement péquiste.

Sans entrer dans un débat juridique, l'on peut dire que le gouvernement a rétabli, au moins partiellement, ce que Jean Lesage n'a pas réussi: sur certains points à tout le moins, «la Reine ne négocie pas avec ses sujets». Le gouvernement Bourassa, sans doute parce qu'il y trouvait son compte, n'a pas corrigé une loi qu'il avait pourtant décriée alors qu'il était dans l'opposition.

Le débat n'est pas fini, puisque d'ici six mois, le procureur général du Québec, M. Herbert Marx, ou ses avocats, devra se présenter devant le tribunal pour prouver que les restrictions apportées à la liberté d'association garantie par la Charte canadienne des droits et libertés sont raisonnables et qu'elles se justifient dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Le Québec ne peut pas se permettre d'attendre six mois pour que s'assainisse le climat tendu des relations de travail dans la fonction publique.

Le gouvernement devrait faire preuve de bonne foi et, tenant compte de l'esprit du jugement Croteau, s'asseoir résolument à la table de négociation et accepter, par exemple, la médiation, sinon l'arbitrage, sur ses offres salariales.

Le juge Croteau l'a dit: «Je suis d'opinion que le mode de fixation des salaires ou échelles de salaires prévu à la loi 37 restreint considérablement ou empêche toute expression de la liberté de négociation.»

La Confédération des syndicats nationaux, quant à elle, a décrété une trêve de trois semaines et demandé une ronde de négociations intensives. Le gouvernement se doit de tester sa bonne foi en arrivant lui-même à la table de négociation avec la CSN comme avec les autres centrales et syndicats, avec un esprit ouvert, loi 37 ou pas.

L'Etat et la société ont des droits. Leurs serveurs aussi.

Pierre VENNAT

La semaine...

Il est bien fini le temps d'une paix



PIERRE GRAVEL

■ Ça va pleurer dans les chaumières le premier décembre! Des millions de téléspectateurs du *Temps d'une paix* verront, pour la dernière fois, Rose-Anna et Joseph-Arthur se réconcilier sous l'oeil attendri de memere Bouchard. Déjà, mardi dernier, les comédiens avaient l'oeil humide en enregistrant les ultimes séquences du téléroman qui a tant célébré la paisible beauté du pays de Charlevoix.

Mais bien souvent la réalité dépasse la fiction — ou l'affliction. Au même moment, dans



La grande réconciliation de Rose-Anna et Joseph-Arthur.

la vraie vie, un juge ordonnait l'exhumation du corps de Gaston Harvey aux fins d'une troisième autopsie. Histoire de faire la lumière sur les causes de son décès, à la fin d'octobre, lors d'une manifestation des ex-employés du Manoir Richelieu à Pointe-Au-Pic.

Si au moins le fait de déterrer un mort pouvait aider à enterrer la hache de guerre! On peut malheureusement craindre qu'il n'en soit rien. La nécessaire poursuite de l'enquête ramènera sous les feux de l'actualité un conflit qui n'en finit plus de pourrir. Les téléspectateurs sécheront vite leurs larmes en jetant leur dévolu sur *Lance et compte* qui reviendra à l'antenne. Mais les gens de Charlevoix, eux, risquent de ne pas oublier de sitôt qu'il est bien révolu, le temps d'une paix.

Dépanner la justice?



Le propriétaire du dépanneur Guy Guilbeault

■ Les médias ont fait grand état, le même jour, des funérailles de l'agent Baril, descendu par un bandit en fuite, et de la mort d'un voleur abattu par le propriétaire d'un dépanneur.

Habituellement, lorsqu'un policier tombe, victime de son devoir, on assiste à la résurgence de l'éternel débat sur la peine de mort. Pas cette fois, cependant. La mise en garde servie par le solliciteur général du Québec semble avoir été entendue.

Mais il s'en est fallu de peu, à entendre les émissions de ligne ouverte à la

radio, pour qu'on transforme en héros national le malheureux commerçant devenu justicier à son corps défendant.

Les nostalgiques du far-west s'en sont données à cœur joie en réclamant pour tous le droit de s'armer afin de se faire justice instantanément sans attendre l'intervention de la police et le jugement des tribunaux.

Il sera intéressant de connaître leurs réactions quand un passant innocent recevra une balle égarée tirée par un marchand trop nerveux...

Privatiser, oui, mais...

■ Le ministre québécois des Transports, Marc-Yvan Côté, n'est pas très content: l'Alcan, un des principaux clients de Québecair au Saguenay, a décidé de se passer dorénavant des services de ce transporteur aérien, nouvellement privatisé, qui, en principe, devrait assurer une liaison aérienne efficace entre Montréal et Bagotville.

L'Alcan aurait, au dire du ministre, «pris une décision irrationnelle pour l'ensemble des Québécois parce que cette multinationale tire sa force des matières premières du Québec». Les autres sociétés pri-

vées œuvrant dans le domaine des pâtes et papiers, des mines, des pêcheries ou de l'agriculture sont donc prévenues: la privatisation a toujours des limites!

On veut bien redonner au secteur privé la propriété des entreprises appartenant à l'Etat mais à condition qu'on y pense à deux fois avant de leur appliquer les règles classiques de la concurrence et les exigences élémentaires en matière de service à la clientèle.

Dans ce contexte on comprend que le gouvernement y pensera à deux fois avant de privatiser la S.A.Q...



Le ministre des Transports, Marc-Yvan Côté, estime que l'Alcan a pris une décision irrationnelle pour l'ensemble des Québécois



Les gens d'hier

Le crime organisé



CYRILLE FELTEAU

collaboration
spéciale

Au terme du long procès des Hell's Angels et en plein Salon du livre, la parution d'un ouvrage sur le crime organisé à Montréal, de 1940 à 1980, ne saurait être considérée comme un hors-d'œuvre, en porte-faux par rapport à l'actualité. Bien au contraire. L'activité criminelle, individuelle ou collective, n'est-elle pas la pâture quotidienne des médias, ou plutôt de leurs millions de lecteurs et auditeurs? On sait trop bien que pour certains périodiques, l'exploitation maximum de cette pâture constitue le moyen idéal, infaillible, de bâtir puis de gonfler leurs tirages. Et la fin d'un tel «commerce» n'est pas en vue si l'on envisage qu'avec le terrorisme généralisé, la criminalité a maintenant atteint les dimensions de la planète.

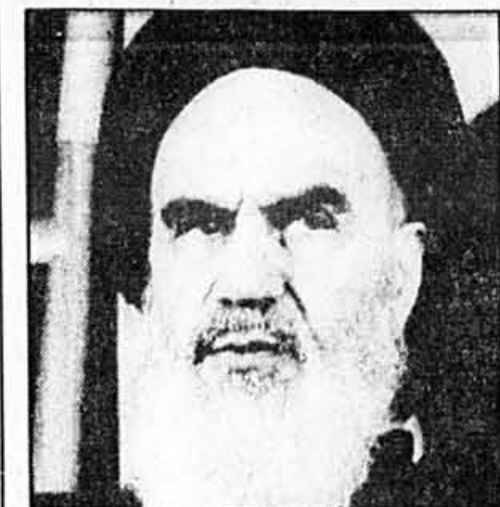
Mais revenons à notre sujet, qui est la brève histoire des mille et une activités du monde interlope à Montréal pendant une quarantaine d'années, soit de 1940 à 1980. Le lecteur de journaux moyen qui arrive à l'âge d'or (ou le dépasse) garde de vagues reminiscences de cette actualité fluide qui grouille dans les bas-fonds de notre société. Il se souvient tout particulièrement de quelques noms de caïds, de quelques attentats ou hold-up spectaculaires qui ont fait les manchettes des journaux il y a dix, quinze ans et plus, et encore, des diverses commissions d'enquête créées par les gouvernements pour faire la lumière et mettre un peu d'ordre dans ces sombres histoires.

A ceux qui veulent se rafraîchir la mémoire à ce propos, la lecture du livre de Pierre de Champlain est tout indiquée: ils y trouveront à peu près toutes les réponses aux questions qui leur viennent à l'esprit quand, à propos d'un point ou d'un détail précis, leur mémoire faillit soudainement.

Il faut savoir gré à l'auteur de ne pas s'embarasser de théories plus ou moins fumeuses sur l'influence néfaste de la société actuelle sur les criminels de tout acabit et leur activité répréhensible. Ce qui l'intéresse au premier chef, ce sont les faits, qu'il glane ici et là dans la chronique journalistique et dispose dans un récit articulé, dont l'intérêt ne se dément pas. Le tout est réparti en quatre chapitres bien distincts, suivant les décennies 40, 50, 60, 70. Mais l'auteur remonte plus loin et trace, en quelques pages, un portrait peu flatteur de ce que fut la corruption municipale et l'action de la pègre au tournant et au début du siècle.

Il nous a semblé que les décennies 40 et 50 offraient plus d'intérêt que les autres en raison de la lutte féroce qu'engagèrent pendant cette période les «forces de l'ordre» contre la collusion scandaleuse entre la pègre et certaines autorités municipales. On sait que cette lutte, menée de main de maître par un jeune avocat du nom de... Jean Drapeau et l'appui du *Devoir* aboutit à des résultats plus que fructueux. La vague d'approbation populaire qui suivit porta le jeune avocat à la mairie, fonction qu'il accapara ensuite pendant une trentaine d'années. Le rideau vient tout juste de tomber sur cette période faste de notre histoire municipale.

Le crime organisé à Montréal (1940/1980). Par Pierre de Champlain. Editions Asticou, Hull, 275 pages.

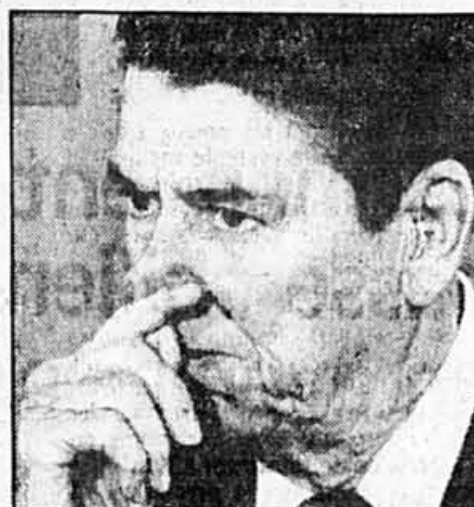


Khomeiny

De l'épopée à la tragi-comédie

■ La conférence de presse, mercredi, du président Reagan sur la livraison d'armes américaines à l'Iran ne semble pas avoir convaincu grand monde. Même pas l'ayatollah Khomeiny qui se réjouit d'avoir humilié le chef de la «Maison-Noire» et repousse dédaigneusement ses avances en vue d'une relative normalisation des relations entre les deux pays.

Il y a six ans, le chef de l'exécutif américain s'était fait beaucoup de capital politique en dénonçant la faiblesse de l'ex-président Carter face au même adversaire. L'électorat avait été galvanisé par la tranquillité assurée de ce vieil acteur qui endossait la défroque d'un redresseur de torts. Ceux qui ont alors salué son retour sur scène en espérant assister à une vibrante épopée ne s'imaginaient sans doute pas qu'avant la fin du deuxième acte de sa présidence, leur héros sombrerait dans la tragi-comédie.



Ronald Reagan

...à venir

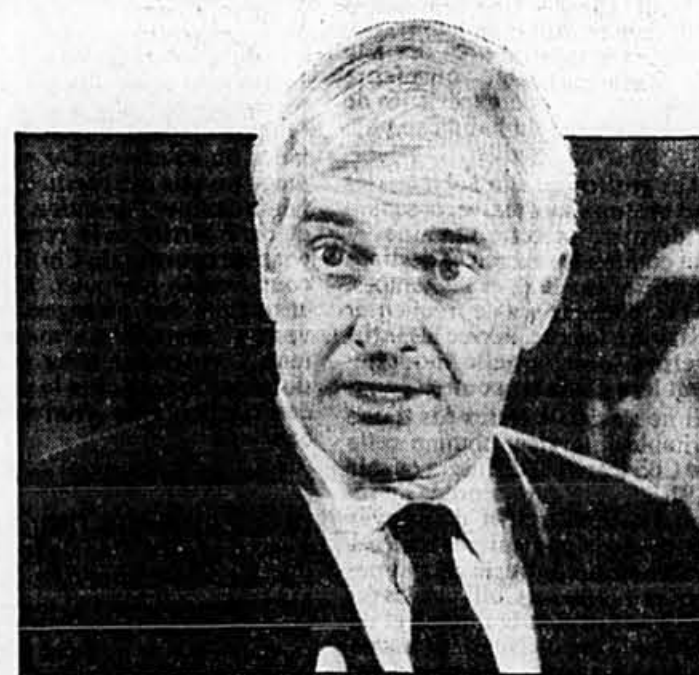
■ C'est à la fin de cette semaine que, selon toute vraisemblance, le chef libéral John Turner recevra l'appui majoritaire des députés participants au congrès du PLC à Ottawa. Il sera alors enfin possible de mesurer l'ampleur réelle du mouvement de contestation de son leadership.

■ Au même moment, à Québec, les membres du Conseil national du Parti québécois se prononceront sur la nouvelle conception de l'affirmation nationale préconisée par leur leader Pierre Marc Johnson.

■ D'ici là, la proposition de restructuration des organismes chargés de l'application de la loi 101 devrait provoquer des discussions passionnées à l'Assemblée nationale et dans les groupes voués à la défense de la langue française au Québec.

■ Il faut prévoir des débats houleux à Québec sur le projet de loi du ministre Pierre Paradis relatif aux règlements d'embauche dans l'industrie de la construction.

■ Si le gouvernement du Québec accepte la trêve proposée par les syndicats de la Fonction publique et para-publique, la semaine qui commence devrait donner lieu à des négociations intensives.



John Turner devrait recevoir l'appui majoritaire des députés au congrès d'Ottawa.

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ

Semaine du 23 novembre 1986

La personnalité de la semaine

Première femme présidente de la
Chambre de commerce du Québec

GUY PINARD

Si l'accession de Guylaine Saucier à la présidence de la Chambre de commerce du Québec s'était concrétisée il y a dix ans à peine, une telle élection aurait probablement provoqué de profonds remous chez les « hommes » d'affaires, comme on aimait dire à l'époque. Les propos sarcastiques et parfois déplacés auraient sans doute émaillé les conversations de coulisse.

Mais le Québec des affaires a grandement évolué depuis dix ans. L'affirmation du milieu, sa détermination à se réaliser et les transformations profondes engendrées par des politiques gouvernementales de nature à stimuler l'entrepreneuriat ont favorisé la participation active des femmes à ces transformations.

Hier, c'était Manon Vennat qui en profitait en devenant la première femme à accéder à la présidence du Bureau de commerce de Montréal; aujourd'hui, c'est au tour de Guylaine Saucier de s'imposer dans un milieu traditionnellement réservé aux hommes, la Chambre de commerce du Québec, qu'elle présidera pendant les 12 prochains mois. Le jury de LA PRESSE tenait à souligner l'événement en choisissant Guylaine Saucier comme Personnalité de la semaine.

Âgée de 40 ans et célibataire, Guylaine Saucier est président-directeur général depuis 11 ans d'une importante société de bois de sciage abitienne, Les produits forestiers Saucier Ltée. Elle avait entrepris sa carrière au sein de cette

entreprise familiale à titre de contrôleur, à la demande de son père aujourd'hui décédé. Cette société de 1 200 employés a connu une fulgurante ascension, en grande partie grâce à sa machinerie qui se situe à la fine pointe de la technologie moderne. Le chiffre d'affaires de Les produits forestiers Saucier Ltée se situe aujourd'hui à \$75 millions et est en progression constante.

En plus de diriger son entreprise avec dynamisme, Mme Saucier siège sur le Conseil d'administration d'entreprises telles que Gaz Métropolitain et Forintek Canada Corp. Elle est aussi membre du Conseil exécutif de l'Association des manufacturiers du bois de sciage du Québec, du Conseil consultatif canadien des forêts et du Conseil de la science et de la technologie. Elle a de plus participé aux travaux de la Commission d'enquête sur le régime de l'assurance-chômage.

Jointe à son bureau de Laval (le bureau principal de l'entreprise est en Abitibi), Mme Saucier souligne qu'elle attache finalement peu d'importance au fait d'être la première femme à accéder à la présidence de la Chambre de commerce du Québec.

« Je vais vous dire honnêtement que je ne pense pas vraiment en fonction de cela. Ma perception personnelle, c'est que la Chambre de commerce est un outil important pour la promotion de l'entreprise privée et la représentation du monde des affaires. Voilà ce qui m'intéresse vraiment. »

« Je suis évidemment consciente que cela (le fait d'être



GUYLAINE SAUCIER

femme) a une certaine importance. Mais moi, personnellement, j'ai toujours essayé de faire mon travail le mieux possible. Je n'ai pas vraiment livré de bataille, cela dit tout en étant consciente que mon poste peut avoir un effet d'entraînement sur les femmes », dit Mme Saucier, en rappelant que le tiers des nouvelles entreprises du Québec sont créées par des femmes.

« Je pense que les femmes commencent à prendre confiance en elles et elles commencent à foncer. Je trouve cela très positif », a-t-elle ajouté.

Selon Mme Saucier, c'est le contexte économique difficile du début des années 80 et la rareté des emplois qui ont servi de catalyseur à toute la population. « Ceux qui n'avaient pas d'emploi, pense-t-elle, se sont dit: « on va partir notre propre affaire ». Et comme les femmes étaient les plus nombreuses sur le marché du travail, elles ont été affectées plus particulièrement par le chômage. Et un bon jour, elles se sont dit, c'est assez! »

Lorsqu'on lui demande ses priorités pour l'année à venir, Mme Saucier souligne que la Chambre a annoncé ses couleurs lors de son récent congrès, orienté vers le libéralisme des échanges canado-américains.

« Quand on parle de libre-échange, ça veut aussi dire une ouverture sur un potentiel de marché assez fantastique, ça signifie qu'après avoir ouvert les portes d'un tel marché, il faut être prêt à en profiter. Ça veut aussi dire que le gouvernement doit aider l'entreprise privée, la

PME, à être plus compétitive », note Mme Saucier.

La lauréate du jury de LA PRESSE reconnaît que le bilan n'est pas totalement positif, quoiqu'elle s'empresse de rappeler que le *Conference Board* a prédit un bilan net de 300 000 nouveaux emplois pour le Québec dans l'éventualité d'une entente sur le libre-échange.

« Il y aura probablement un changement dans la structure économique, mais je pense que finalement on y gagnera parce qu'on s'ouvrira un potentiel de marché de 200 millions d'habitants. Il ne faut quand même pas oublier cela », poursuit Mme Saucier.

Et est-elle optimiste pour l'avenir économique du Québec?

« À l'heure actuelle, ça bouge énormément au Québec. Je pense qu'il y a un effet d'entraînement positif. Il y a beaucoup d'enthousiasme. Oui il y a certainement lieu d'être optimiste! », conclut-elle.

MENTIONS HONORABLES

■ Le jury de LA PRESSE accorde cette semaine une mention honorable à chacun des trois cols bleus de la Ville de Montréal, Paul Bourassa, Robert Pommier et Daniel Sauvé, qui ont sauvé trois chasseurs de la noyade dans les eaux du Saint-Laurent, il y a quelques jours.



Il n'est pas de succès qui se mérite
s'il n'est construit sur l'excellence



TRIBUNE LIBRE

Ces producteurs
de « boucane »

■ Je me suis souvent interrogé sur l'identité de ces êtres producteurs de « boucane ». Je me suis souvent interrogé sur leur motivation et leur obstination à s'autodétruire et à polluer la terre de leur infâme nuage cancérogène.

Qu'est-ce qui les pousse donc à engorger notre système médical et à mobiliser ainsi des soins essentiels qui pourraient être autrement dirigés vers les vieillards et les enfants malades?

Pourtant, ils ne peuvent pas se cacher derrière l'ignorance puisqu'on les aura sensibilisés de toutes les façons imaginables. Rien n'y fait, ils fument toujours et partout: pipe au restaurant, cigare dans les ascenseurs, et allez voir même cigarette dans les hôpitaux.

Certains vont même jusqu'à pousser l'audace de continuer après avoir subi une intervention chirurgicale provoquée par leur nicotine. « Vous allez en mourir vous savez », leur dit le médecin. Réponse: « Mourir d'ça ou mourir d'aut' chose. » Une réplique de ce calibre traduit bien leur incapacité à cerner tout l'impact de leur implacable participation à ce fléau social.

Qui sont ces monstres qui cherchent la destruction de l'homme? C'est ça des extra-terrestres!

Si vous venez en contact avec un ou l'autre de ces envahisseurs, ne

vous évertuez pas à essayer de les convaincre. Tentez de les isoler, sinon fuyez. Ne restez pas autour, ils vous emmènent lentement avec eux dans leur tombe.

Ils sont faciles à reconnaître. Ils arborent timidement des dents et des doigts jaunes et ont tous mauvaises haleine. Certains toussent tandis que d'autres exhibent encore les traces de leur intervention chirurgicale.

Bruno LAVOIE
Montréal

Les tutoiements
excessifs

■ Je ne puis qu'appuyer Jean-Denis Leclerc (Tribune libre du 10 novembre) dans son objection au tutoiement généralisé.

Le point le plus important, selon moi, est celui des élèves qui traitent les professeurs comme des égaux. Ces enfants ne savent plus comment respecter les adultes et cette familiarité les porte davantage à rétorquer à toutes les réprimandes qui leur sont adressées.

Je conçois mal que mes enfants, adolescents au collège privé, se permettent de tutoyer les religieux ou autres professeurs, et pourtant ils sont encouragés à le faire. Quelle est la nécessité du tutoiement dans les écoles, exception faite peut-être de la maternelle et de la première année et c'est discutable. À ce niveau, une formule comme: mademoiselle, madame ou mon-

sieur suivi du prénom du professeur, en gardant le vous, permettrait une certaine familiarité sans manquer de respect.

L'âge de mes enfants varie entre 14 et 18 ans et la plupart de leurs amis (en majorité anglophones qui fréquentent des collèges français) n'ayant pas appris que la deuxième personne du pluriel s'emploie comme forme de politesse, nous tutoiions constamment, ce qui est des plus irritant. Cette familiarité ne peut que les entraîner à tutoyer un employeur et souvent les porter au manque de respect.

La politesse et le respect seront toujours de rigueur dans notre société.

Louise HAMEL
Beaconsfield

Les mots en « eur »

■ Pour refroidir les ardeurs et chaleurs des critiques littéraires des autres qui, désireux de plaire à ces femmes parmi lesquelles ils trouvent la majorité de leurs lectrices, peut-on faire remarquer que, dans la langue héritée de nos ancêtres, les mots en « eur » sont aussi bien du masculin que du féminin, et que c'est jeter sa poudre aux moineaux que d'imaginer améliorer et enrichir la langue en lui injectant des « e » inutiles. Baudelaire n'a pas écrit, que je sache: Sois sage, ô ma douleur, et tiens-toi plus tranquille », ni Corneille: « La valeur n'attend pas le nombre des années ».

Il y a la une fidélité à la langue mère, le latin, qui connaissait des noms en « or » du genre masculin et du genre féminin: amor meus et dolor mea. J'accepte volontiers que l'on écrive « une auteure », car il est toujours intéressant et surtout pour le lecteur ou la lectrice de savoir qui a écrit quoi. J'ai jeté délibérément ici « lectrice », au lieu de « lecteur », sans préjugé. Les féminins en « ice » semblent de classe plus noble; les féminins en « eur » plus roturières. Mais en ce siècle de lutte de classes, ce peut être préparer une révolution marxiste que de tenir aux féminins en « ice »: auteur, autrice; acteur, actrice.

Quant au mot « écrivaine », il est d'excellente formation et il n'y a

aucune raison de ne pas l'employer, ne serait-ce que pour supprimer les le/la, un/une, hommes/femmes, etc. qui alourdissent particulièrement la littérature.

Edmond ROBILLARD, o.p.
de l'Académie
canadienne-française

La vague ne peut
que s'amplifier

■ (...) Le recul du français est très préoccupant dans une ville comme Montréal qui accueille, de loin, le plus important contingent d'immigrants au Québec.

Le gouvernement risque de compromettre tout le progrès accompli depuis dix ans en fermant les yeux sur la montée de l'anglais, au détriment du français, comme il semble vouloir le faire. La vague ne pourra que s'amplifier si on autorise officiellement l'affichage bilingue. Tout affaiblissement de notre volonté à défendre notre langue peut nous coûter très cher. Avec l'affichage bilingue, les immigrants concluront qu'il suffit d'apprendre l'anglais pour vivre ici.

Et à qui fera-t-on croire que cette loi 101 dans laquelle on veut mettre la hache est une loi dictatoriale? Les privilèges des Anglo-Québécois n'ont aucun équivalent chez les francophones hors Québec. Essayez donc d'acheter des chaussures en français à Toronto ou Calgary. Et peut-on imaginer que quelqu'un ne sache pas un mot d'anglais après dix ans aux États-Unis?

Pourtant, la Californie, qui compte une importante communauté hispanophone, vient de se donner une « loi 101 ». Dieu sait si le français est plus menacé au Québec que l'anglais dans un État américain. Malgré tout, c'est ici qu'on lève les baguettes et qu'on parle d'intolérance. (...)

Les anglophones commencent à peine à se remettre du traumatisme que leur avait laissé la loi 101. Pourquoi le Parti libéral tient-il à rouvrir les vieilles blessures alors que le pire est passé? Politiquement parlant, c'est absurde.

Michel PRUD'HOMME
Montréal

LIBRE OPINION

Le libre-échange, le
défi de la jeunesse

JULIEN GIGUÈRE
philosophe-éducateur
ARTHABASKA

■ Le défi du libre-échange, c'est le défi de la jeunesse. Les défis maison, nous les avons relevés. Nous avons fait de ce pays un pays industrialisé, riche et moderne, pourvu de mesures sociales qui permettent à tous de se dépanner durant les périodes improductives.

Vous, les moins de quarante ans: jeunes industriels, travailleurs ou étudiants, voulez-vous vivre dans un pays prospère? Créez-le vous-mêmes. C'est à vous qu'il appartient d'inventer votre monde de demain à partir des merveilleuses inventions qui sont à votre portée. Votre avenir n'est pas dans la gérontologie, l'âge d'or, le folklore et les musées.

Croyez-vous que le Japon connaîtrait son essor actuel s'il s'était refermé sur lui-même, confiné dans ses petites îles volcaniques? Il a décidé de faire mieux que ses concurrents et de leur offrir ses produits. S'est-il laissé paralyser par la différence de civilisation, de langue? Voyez vous-mêmes les résultats.

La plus grande richesse d'un pays, c'est sa jeunesse, la qualité de sa jeunesse. Nous ne pouvons que vous ouvrir les portes. C'est à vous d'y entrer et de faire valoir votre génie inventif. Évidemment, c'est un saut dans l'inconnu. Vous êtes les seuls à pouvoir le faire.

Ne vous faites pas d'illusions, vous n'y arriverez pas sans efforts personnels. Ce n'est pas en fumant du « pot », en discutant de vos misères, en dégustant bière sur bière autour d'une table que vous relèverez ce défi. Nous ne vous aidons pas non plus, en organisant des clubs de plaignards pour vous maintenir dans votre léthargie.

Vous avez la chance de pouvoir penser et agir en fonction du continent et du monde. Ne vous contentez pas d'une mentalité de quartier ou de village. La compétence, la qualité et la valeur sont en demande sur tous les continents. Ne vous inventez pas de prétextes pour les éviter. Attelez-vous résolument à la tâche et vous goûterez le seul bonheur que vous recherchiez, celui que vous aurez bâti.

Ne perdez pas votre temps à essayer de prendre nos places, elles sont trop étroites pour vous. Inventez-en d'autres. Un pays à l'âge de sa jeunesse. On redoute davantage un petit pays à la jeunesse ardente qu'un grand pays, endormi sur ses lauriers. Les Américains le comprennent bien, en multipliant les mesures protectionnistes. Ils redoutent la conquête pacifique que nous leur préparons. C'est un hommage à la qualité de notre jeunesse. Nous vous les ouvrons le mieux possible, les portes du libre-échange. Préparez-vous à y entrer.

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de « LA PRESSE » et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. « Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400. » Port de retour garanti.

RENSEIGNEMENTS 285-7272

ABONNEMENT 285-6911

Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.

RÉDACTION 285-7070

PROMOTION 285-7100

COMPTABILITÉ 285-6892

Grandes annonces 285-6900
Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSÉES

Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h. à 17h. 285-7111

GRANDES ANNONCES

Détailants 285-7202
National, Télé-Presse 285-7306

Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

OFFRES D'EMPLOIS

310 BUREAUX

SECRÉTAIRE LEGALE

Expérience en litige 2 à 3 ans, bilingue, grammaire impeccable, français et anglais, excellente condition de travail. Bureau situé rue St-Jacques. Envoyer votre C.V. et salaire demandé à: M. C. P. 3373, C.P. 401, Station A, Montréal H3C 3E3.

SECRÉTAIRE RECEPTIONNISTE

Une entreprise de gestion recherche une secrétaire réceptionniste ayant un minimum de 3 ans d'expérience. La personne doit exceller en grammaire et composition française et anglaise. La sienne serait un atout. Bonne présentation, inscrire le salaire demandé. Envoyer votre curriculum vitae au: Contrôleur, C.P. 1250, Anjou, Québec H1K 4L5.

316 ASSURANCE

BUREAU d'assurances représentant plusieurs assureurs, nous avons en grande expansion et à la recherche de gens (hommes ou femmes) ayant une bonne expérience de l'assurance, bilingues, pour poste de souscripteur. Envoyez votre curriculum vitae à: P. 732, St-Hyacinthe J2S 7P5 ou téléphonez avant 5h du 878-1070 ou vers: Service d'admission 931-2904 demandez Peter Smulders.

BUREAU de courtiers, à Laval, recherche technicienne (s) possédant un minimum 5 ans d'expérience, dans le placement de lignes commerciales, incluant service à la clientèle, des écritures, comptabilité, confidentielle. 334-7902.

BUREAU de courtiers, à Laval, recherche technicienne (s) possédant au moins 5 ans d'expérience pour s'occuper à faire des souscriptions de lignes L.A.R.D. Aide informatique fourni. Courte licence de préférence. 334-7902.

319 VENTE, COMMERCE

ATTENTION! Avons des employés qui ont un grand besoin de personnel dans le domaine de la vente. Service à la clientèle, nous avons tout le matériel pour le faire. Nous sommes à la recherche d'un vendeur dynamique pour le faire. Nous sommes à la recherche d'un vendeur dynamique pour le faire. Nous sommes à la recherche d'un vendeur dynamique pour le faire.

REPRESENTANT DES VENTES

Nous sommes à la recherche d'un représentant pour la région de Québec, pour la vente des produits de télécommunication. Expérience requise dans le domaine de la téléphonie. Bon salaire de base, plus dépenses et commission. Réussite commerciale avec Peter Benedek, à la fois, 418-827-6700.

REPRESENTANTS (S) DEMANDES

pour contrat de service d'entretien d'appareils électro-ménagers. 5433 h plus bonus, 376-8224.

URGENTS

REPRESENTANTS BILINGUES

demandés pour vente par téléphone. Clientèle établie. Emploi permanent. Salaires et commissions. 526-5496 C. Cloutier.

VENDEUR(EUSE)

MAISON DE TYPOGRAPHIE

recherche vendeuse (euse) avec expérience en typographie. Salaire de base + commission. Contactez: P. Moreau, 933-7388.

VENDEUSE(S) D'EXPÉRIENCE

pour magasin de micro-ordinateur. Demander M. Leroux 253-3799.

CENTRE VIDEO JEUX

Conseiller en informatique recherche pour poste

VENDEUR(EUSE) EN MAGASIN

Bilingue
Expérience dans la vente
Expérience sur ordinateur
ATARI, COMMODORE, etc.
Dynamique
40 heures (poste à temps plein)
Salaire selon qualifications
Pour rendez-vous, appeler: Serge Lachapelle 270-5362 68435 8119

322 CLUBS, RESTAURANTS, HOTELIERIE

ATTENTION!

Avons des employés qui ont un grand besoin de personnel dans le domaine de la vente. Service à la clientèle, nous avons tout le matériel pour le faire. Nous sommes à la recherche d'un vendeur dynamique pour le faire. Nous sommes à la recherche d'un vendeur dynamique pour le faire.

BARMAN BARMAN

Barmans, service de placement & cours de bar 484-2768. Descripteur, 388-4571.

CONCESSIONNAIRE

très compétent pour conduite, 4949 St Nord-Dorchester, 4949 St Nord-Dorchester, 4949 St Nord-Dorchester.

CUISINIER

très bon des cuisiniers, 4494 St-Denis, entre 9h et 10h30 am et 2h à 4h pm.

CUISINIERE

pour cuisine, restaurant situé à St-Denis 819-2222, 819-2222, 819-2222.

CUISINIER

demandé pour restaurant français, C.A.P., 8 ans d'expérience, 9h à 15h, 487-4898.

DIRIGEANT

compétent bilingue pour diriger club de nuit et discothèque, 1111 St-Jacques, 1111 St-Jacques, 1111 St-Jacques.

JEUNES FILLES (SERVICES)

demandés, 4494 St-Denis, entre 9h et 10h30 am et 2h à 4h pm.

RESTAURANT

italien cherche aide-cuisinier et bar-boy. Pour informations appeler au 270-9763 entre 1h et 5h.

SERVEUSES

bilingues, longue expérience pour salle à dîner. Se présenter: 417 St-Jacques ouest. 417 St-Jacques ouest.

323 ALIMENTATION

BOULANGER

et boucher avec expérience pour boulangerie, 737-2487.

325 TECHNIQUE, METIERS

BOUCHER

demandé, 3 ans d'expérience. Pour info, 489-2521.

EBENISTES

demandés avec expérience, 256-7221.

ENSEIGNES PERFECTION INC.

recherche du personnel d'expérience dans la fabrication et l'installation d'enseignes lumineuses. St-Jean-sur-Richelieu, 658-4561.

MECANICIEN

demandé, expérience automobile ou camion, 322-3420.

PHOTOCOPIATION

Opérateur (s) à C.S. (Compu) au Alphamult. 861-4741.

PRESSIER

demandé pour Multimix 1111 avec expérience sur Mono et T-51, 746-7318.

SET-UP MAN

demandé

Chiffre de nuit, 3 ans d'expérience, pour moulage à injection.

321-4816 ou 321-8496

PLASTIQUE GAVAC

10,440 l'Archevêque

939156 8225

DEPLIANTS gratuits pour copier, héliographie, 322-7622.

325 TECHNIQUE, METIERS

PRESSIER

demandé pour Mono et T-51, 746-7318.

PROGRAMMEUR

à temps partiel, familier avec le système de développement (P.D.S. 51 de Intel) pour programmation du microprocesseur 8051. Choix heures de travail: entre 7h30 am et 5h30 p.m. 514-825-2865.

REMBURSEUR

demandé(e) 10 ans d'expérience, appelez Franco 737-7118.

TECHNICIENNE

avec expérience, 4 ans ou plus, outils, appareils ménagers, 270-5761.

TIREUR

de joints pour gyroscop avec expérience, 270-6072.

UN TRAVAIL D'EXPERTISE

en diététique et hygiène c'est ce qu'il faut. Les personnes doivent maîtriser du français, 272-1812.

URGENT

BESOIN d'obéissance dans l'automobile avec expérience, salaire selon compétence, River-Sud, 465-1710.

327 COIFFURE, ESTHETIQUE

COIFFEUR(EUSE)

avec expérience, pour salon au centre ville. 866-3676.

COIFFEUR

esthéticien, avec clientèle, 334-7343.

COIFFEURS/ESTHETIENNES

(fées). Se présenter au salon de coiffure Zoum, de 9h à 11h30, 12h à 5h, entre St-Urbain et Ste-Catherine, 284-1881.

328 INDUSTRIE DU VETEMENT

OPERATRICES(EURS)

de machine à coudre avec expérience demandées. Se présenter 450 Henri-Bourassa ouest.

331 ENTRETIEN, SECURITE

COUPLE

concerne pour immeuble River-Sud, 679-4610.

COUPLE

d'un certain âge pour conciergerie, 387-1119, 387-1064.

334 SERVICES DOMESTIQUES

CHERCHE

personne fiable pour faire des références, 270-5551.

CHERCHONS

gardienn(e) ou gardien(ne) pour après 17h, 341-5914.

CHERCHONS

gardienn(e) à domicile pour 10h à 12h, 5 jours semaine, quartier Parc Lafontaine, bébé 4 ans. Expérience et références exigées. 523-0272.

FEMME

de ménage, doit loger, 2 enfants, 455-3162.

GARDIENNE

demandée, enfants 2 et 4 ans, 2 jours semaine. Secteur Radio-Canada. Références demandées. 527-5241.

GARDIENNE

à domicile pour fille de 5 mois, 3 jours semaine. Secteur Radio-Canada. Références demandées. 527-5241.

GOUVERNEANTE

bilingue, pour 4 enfants, 1505 St-Jean, 744-2606.

MONSIEUR

de 45 à 55 ans, libre, sérieux, pour aider ou vivre avec femme, 819-369-3295.

NANNY

disponible, doit loger, 482-0125.

OBTENIR

une demande, garde de 2 enfants, 5 et 9 ans, entretenir maison, doit demeurer la semaine, St-Basile, excellentes conditions, références exigées, 461-1139, 289-3728.

PERSONNE

demandée pour garder, 819-369-3295.

RECHERCHE

gardienn(e) très maternelle pour bébé de 15 mois, du lundi au vendredi, de 8h à 18h, 48 p.m. ou résident à la maison, 454-1538.

337 MUSICIENS, ARTISTES

CHERCHE

instituteur de musique pour l'année scolaire. 667-5135.

DRUMMER

pour groupe rock, 388-4571.

40 heures

(poste à temps plein) Salaire selon qualifications. Pour rendez-vous, appeler: Serge Lachapelle 270-5362 68435 8119

339 MANNEQUINS, MODELES

AGENCE JOANNE SHERSKY

ADULTES ET ENFANTS - 288-0330

MANNEQUINS

(DEMANDES) avec ou sans expérience. 521-3774.

340 EMPLOIS DIVERS

ATTENTION!

Avons des employés qui ont un grand besoin de personnel dans le domaine de la vente. Service à la clientèle, nous avons tout le matériel pour le faire. Nous sommes à la recherche d'un vendeur dynamique pour le faire. Nous sommes à la recherche d'un vendeur dynamique pour le faire.

BARMAN BARMAN

Barmans, service de placement & cours de bar 484-2768. Descripteur, 388-4571.

CONCESSIONNAIRE

très compétent pour conduite, 4949 St Nord-Dorchester, 4949 St Nord-Dorchester, 4949 St Nord-Dorchester.

CUISINIER

très bon des cuisiniers, 4494 St-Denis, entre 9h et 10h30 am et 2h à 4h pm.

CUISINIERE

pour cuisine, restaurant situé à St-Denis 819-2222, 819-2222, 819-2222.

CUISINIER

demandé pour restaurant français, C.A.P., 8 ans d'expérience, 9h à 15h, 487-4898.

DIRIGEANT

compétent bilingue pour diriger club de nuit et discothèque, 1111 St-Jacques, 1111 St-Jacques, 1111 St-Jacques.

JEUNES FILLES (SERVICES)

demandés, 4494 St-Denis, entre 9h et 10h30 am et 2h à 4h pm.

RESTAURANT

italien cherche aide-cuisinier et bar-boy. Pour informations appeler au 270-9763 entre 1h et 5h.

SERVEUSES

bilingues, longue expérience pour salle à dîner. Se présenter: 417 St-Jacques ouest. 417 St-Jacques ouest.

323 ALIMENTATION

BOULANGER

et boucher avec expérience pour boulangerie, 737-2487.

325 TECHNIQUE, METIERS

BOUCHER

demandé, 3 ans d'expérience. Pour info, 489-2521.

EBENISTES

demandés avec expérience, 256-7221.

ENSEIGNES PERFECTION INC.

recherche du personnel d'expérience dans la fabrication et l'installation d'enseignes lumineuses. St-Jean-sur-Richelieu, 658-4561.

MECANICIEN

demandé, expérience automobile ou camion, 322-3420.

PHOTOCOPIATION

Opérateur (s) à C.S. (Compu) au Alphamult. 861-4741.

PRESSIER

demandé pour Multimix 1111 avec expérience sur Mono et T-51, 746-7318.

SET-UP MAN

demandé

Chiffre de nuit, 3 ans d'expérience, pour moulage à injection.

321-4816 ou 321-8496

PLASTIQUE GAVAC

10,440 l'Archevêque

939156 8225

DEPLIANTS gratuits pour copier, héliographie, 322-7622.

SERVICES PERSONNELS

410 ASTROLOGIE, CARTOMANCIE

ORIENTATION

professionnelle, malades, recherches, 271-7061.

CARTOMANCIE

française célèbre tarot d'Espinal, 488-2241.

CLAIRVOYANCE

carte tarot, ligne de main, analyse de photos, 670-3838.

CLAIRVOYANCE

carte tarot, ligne de main, analyse de photos, 670-3838.

PORTRAIT ASTRAL

INFORMATIQUE

INFORMASTRE - 377-0045

432 STUDIOS DE MASSAGES

DETENTE

santé, Massage professionnel, R. Julien 333-9159

MASSEUR

pour hommes, femmes, couples. Méthode Park Avenue. 725-9811.

STUDIO K

Massage, esthétique, sauna, 2075 de la Montagne, 30, 483-7374.

440 AUTRES

CONVERSATIONS EROTIQUES

SEX-OSEZ ENR 383-3413 (2HEURES)

MASSEUR(E)

dans un domicile sur appel 734-7468, 385-5419

RENA

le l'aimé, l'aimée, c'est magique. Je voudrais toujours y être.

AVIS AUX ANNONCEURS

Toute annonce destinée à la rubrique 403 «Compagnies, compagnes» ne sera publiée dans le journal LA PRESSE qu'à la condition que l'annonceur indique, pour fins de réponse, le numéro d'une case postale. LA PRESSE offre à tout annonceur qui n'a pas de numéro de case postale de lui en procurer un moyennant le paiement des frais prévus à cette fin.

TRANSPORT ET VEHICULES AUTOMOBILES

501 TRACTEURS ET MACHINERIE AGRICOLE

CHENILLE

John Deere 440 avec chargeur et treuil, 819-478-3968

TRACTEUR

Belarus, 31 hp, 429 heures, \$2,600, 649-0713 après 5h

511 CAMIONS (ACHAT, VENTE, LOCATION)

CAMION

Dodge 76, 11 tonnes, peinture neuve, freins à disques neufs, moteur 6 cylindres, 2 ans d'usage, \$1,800, 881-4220

DODGE

Van 77, excellente condition, 52,000 km, de recherche, \$1,000, 479-8320 ou 373-8263.

DODGE

76, moteur 360, 8 cyl, 11 tonnes, roues doubles, belle finition, 111,000 km, 479-8320 ou 373-8263.

511 CAMIONS (ACHAT, VENTE, LOCATION)

550 AUTOS A VENDRE

ACADIAN

luxe 83, 5 vit, cossettes, 52,000 km, 479-8320 ou 373-8263.

ACADIAN

81 DX, 2 portes, aut, 51,750, M.T.L., Autos 668-5654

ACADIAN

81, 4 portes, am fm cass, seulement \$1,850, 325-7672

ACADIAN

83, aut, A-1, bil



Un ancien premier ministre et celle qui a tenté de lui succéder, René Lévesque et Pauline Marois.

PHOTO JEAN GOUPI, LA PRESSE

Lévesque souhaite que le Québec conserve sa «vitrine française»

MARIO FONTAINE

■ René Lévesque revient de deux séjours à Toronto. Il ne s'y est pas senti brimé parce que tout est anglais dans la Ville-Reine. C'est la vitrine qu'ils se sont donnés, dit-il. Revers de la médaille, l'ancien premier ministre estime qu'il «ne faut pas laisser abâtardir la vitrine du Québec» en acceptant le déclin de son visage français.

M. Lévesque a fait part de son sentiment comparatif sur l'affichage hier, alors qu'en fait il n'avait pas l'intention de parler politique en participant à une mini-conférence au Salon du livre en compagnie de son ancien ministre Pauline Marois. Mais il fallait bien répondre aux questions de la foule, et ces questions étaient bien plus souvent politiques que littéraires.

L'ancien chef péquiste a beau

avoir quitté l'Assemblée nationale pour devenir auteur à succès, les 300 personnes qui l'écoutaient voulaient bien davantage connaître sa vision passée et future du Québec que compatir à ses affres d'écrivain. M. Lévesque ronchonne un peu pour la forme, repart d'indépendance, exprime à l'occasion une pointe d'émotion: «A chaque fois que je pense au référendum, j'ai encore mal quelque part».

Applaudissements

Si M. Lévesque adopte le plus souvent possible le ton serein du vieux chef à la retraite, Mme Marois, elle, hausse davantage le ton lorsqu'elle est interrogée sur la dégradation de l'affichage en français: «Je n'ai pas de mots pour exprimer ma déception. Nous avions retrouvé un certain degré de paix, de fierté. Robert Bourassa remet tout ça en question».

L'ancienne ministre décèle toutefois un regain de mobilisation dans la lutte autour «de ce qu'on croyait acquis». Les artistes, souligne-t-elle, avaient cessé de parler de l'avenir du Québec au cours des dernières années; avec tout ce qui se passe, ils ont repris le bâton du pèlerin. A ses yeux, c'est encourageant.

En fait, les deux panelistes se sont à peine penchés sur les «politiciens-auteurs», le thème de la rencontre. Il est vrai que l'ancien ministre libéral Gérard Pelletier, qui vient de lancer *Le temps des choix*, devait participer à la rencontre. Mais il a dû se décommander pour des raisons de santé. Le sénateur Jacques Hébert, pour sa part, se reposait à quelques mètres de là, mais n'avait visiblement pas été invité à commenter ses mémoires de jeunesse. Quant à l'ex-ministre de l'Agriculture Jean Garon, installé un peu plus loin, il autographiait consciencieusement un ouvrage sur l'histoire des vétérinaires au Québec...

Une réédition en vue

Lancé à la mi-octobre, le livre de René Lévesque a déjà été vendu à 150 000 exemplaires, affirme l'éditeur de Québec-Amérique Jacques Fortin, qui assure que les 70 000 exemplaires de la version anglaise s'écoulent également assez bien, après avoir connu un début un peu lent. L'éditeur n'a plus que 5 000 *Attendez que je me rappelle* en stock, et songe en rééditer de 10 000 à 15 000 autres.

«Evidemment ce n'est plus l'euphorie du début, mais les ventes vont très bien encore, de préciser hier M. Fortin. Après le blitz, l'ouragan de la première semaine, il était normal que ça se stabilise un peu». Le livre occupe la tête de la liste des best-sellers, depuis cinq semaines qu'il est en librairie.

Le NPD entreprend une réflexion en prévision de son congrès de mars

PAUL ROY

■ Le plein emploi est réalisable au Canada selon l'économiste Diane Bellemare. Il existe déjà dans d'autres pays comme l'Autriche, la Norvège et la Suède.

Leurs taux de chômage respectifs de 3,5, 2,6 et 2,8 p. cent, pour 1985, se comparent en effet avantageusement avec la contre-performance canadienne de 10,5 p. cent réalisée la même année.

L'étude de l'expérience de ces pays offre des leçons utiles, explique Mme Bellemare, qui est directrice du programme de maîtrise en sciences économiques de l'Uqam.

«Premièrement, elle montre qu'il n'y a pas de solution magique ou de mesure unique pour atteindre et maintenir le plein emploi. Au contraire, le succès réside dans un choix judicieux d'un ensemble de politiques appartenant soit au volet macro-économique, soit au volet du marché

du travail, soit au volet du développement régional. Cet ensemble de politiques ou de stratégies économiques est fort différent d'un pays à l'autre.»

Une politique de plein emploi entraîne des retombées sociales, économiques et politiques, dit-elle. A l'inverse, l'acceptation du chômage conduit à des transformations politiques, économiques et sociales au détriment de la société canadienne et de la classe moyenne.

Les années 2 000

Mme Bellemare faisait ces remarques hier après-midi dans le cadre de *Forum 2000*, organisé par le Nouveau parti démocratique du Canada en prévision de son congrès national. Celui-ci aura lieu à la mi-mars à Montréal. Hier, le débat principal avait d'ailleurs lieu à Montréal. Il était transmis simultanément via satellite dans 14 villes canadiennes, de Halifax à Vancouver.

Environ 200 personnes partici-

paient à la rencontre de Montréal et quelque 2 000 autres y assistaient, regroupées devant des téléviseurs dans les autres villes.

«Il s'agit d'une première au monde», signalait le leader du NPD Ed Broadbent, qui a passé une partie de l'après-midi à Montréal.

Forum 2000 a été mis sur pied pour expliquer les enjeux des années 2 000 et aider à la mise à jour du programme électoral du NPD, a expliqué une organisatrice. Pour ce, on avait fait appel à des compétences extérieures.

Les trois conférenciers invités provenaient en effet de l'extérieur du parti. Divers groupes avaient également été invités pour contribuer au débat: syndicats, groupes populaires, organismes communautaires, etc.

Des questions

Avant Mme Bellemare, Mme Kristin Shannon, présidente et éditrice du *Canadian Trend Re-*

port, avait formulé des séries de questions que doivent se poser les planificateurs économiques et les Canadiens en tant que travailleurs, consommateurs et individus.

«La classe moyenne va-t-elle disparaître au Canada? Comment la société va-t-elle faire face au phénomène des nouveaux pauvres? Le Canada est-il en train de devenir membre du Tiers-Monde ou sera-t-il un chef de file de l'économie de l'information?»

Pour sa part, Mgr Remi J. De Roo, évêque catholique de Victoria, a souligné l'importance pour le Canada d'élaborer une politique extérieure plus indépendante en vue de l'élaboration d'un nouvel ordre international fondé sur la justice et la paix. Il a sévèrement critiqué la course aux armements à laquelle le Canada devrait s'opposer.

Les discussions amorcées hier se poursuivront dans les différentes régions du pays d'ici au congrès de mars du NPD.

Abandon total

«Et le gouvernement a abandonné totalement et complètement ce recours légitime qui aurait dû être celui du Canada, tout en minant le bien-fondé de notre intervention, en tant que pays, auprès de la communauté commerciale internationale, en vue de sauvegarder nos intérêts».

De son côté, le président du Conseil canadien de l'industrie forestière, M. Adam Zimmerman a soutenu que dans l'éventualité où la proposition canadienne serait acceptée, la situation qui en résulterait constituerait un véritable «désastre» économique, «dont le seul autre équivalent connu jusqu'à présent a été le Programme énergétique national».

Le caucus libéral est divisé sur la délicate question linguistique

Les députés sont inquiets des succès remportés par l'opposition dans sa campagne de mobilisation

Presse Canadienne

■ Le débat linguistique est en voie de semer la zizanie dans les rangs libéraux de Robert Bourassa et le caucus des députés est profondément divisé au sujet de cette affaire.

Selon les informations obtenues par le *Le Devoir* qui publiait hier les résultats de ses recherches, la question fut soulevée lors de la réunion du caucus de mardi dernier.

Lors de cette réunion, une dizaine de députés sont intervenus pour interroger la clairvoyance du gouvernement libéral dans ce litigieux dossier.

En l'absence de leur chef Robert Bourassa, retenu à Vancouver où il participait à la conférence des onze premiers ministres, plusieurs députés ont exprimé leur préoccupation sur la tournure que prend le débat. Ils se sont montrés inquiets des succès que l'opposition remporte dans sa campagne de mobilisation de l'opinion publique.

Les députés ont eu droit aux explications de la ministre des Affaires culturelles, Mme Lise Bacon, relativement au projet de loi 140, visant des modifications aux structures des organismes chargés de surveiller l'application de la Loi 101. Puis ils ont reçu les assurances du ministre de la Justice, M. Herbert Marx, qui a réitéré l'engagement du premier ministre de ne pas toucher à la Loi 101 avant que la Cour d'appel n'ait rendu son jugement sur la compatibilité du principe de l'affichage unilingue français avec le droit d'expression tel que défini par la Charte canadienne des droits et la Charte québécoise des droits.

Relance du débat

Les délibérations du caucus de mardi dernier n'ont pas suffi à vider la question et les députés n'en sont pas sortis plus sécurisés. Ils se proposent d'ailleurs de relancer le débat dès la réunion hebdomadaire du caucus de mardi prochain, cette fois en présence du premier ministre. «Ce n'est pas fini, ça ne fait que commencer», a promis, vendredi, un député libéral.

D'après les confidences recueillies au cours de la semaine auprès des députés libéraux, le débat linguistique fait à nouveau ressortir l'incompréhension et la méfiance qui caractérisent les rapports entre députés francophones et anglophones du P.L.Q. Les premiers craignent que l'intervention du

gouvernement dans ce dossier ne «réveille le mouvement nationaliste qui dort», que la horde de manifestants redescende dans la rue et qu'on se retrouve aux plus beaux jours de l'époque de la Loi 22.

De l'autre côté de la barricade, les députés anglophones réfèrent au programme électoral mis de l'avant par le parti au cours de la dernière campagne et pressent le premier ministre de respecter ses engagements vis-à-vis la minorité anglophone.

Ce qui amenait un député francophone à confier: «Je souhaiterais un peu plus de courage de la part de nos collègues des comités du West-Island. Qu'ils disent à leurs électeurs anglophones de cesser de s'exciter pour rien. Ce sont eux qui sont en train de tout remettre en question. Ils vont nous obliger à leur cogner dessus et à diviser le parti.» Témoin que qu'un ministre francophone est venu renforcer dans ces termes: «Nos collègues anglophones, il va falloir qu'ils se grouillent le (...). Qu'ils retiennent leur gang et qu'ils viennent nous aider.»

En province

Il n'y a pas que les députés de circonscriptions urbaines de l'île de Montréal qui estiment que le gouvernement devrait réviser sa stratégie d'interventions dans les politiques linguistiques.

A preuve, au caucus de mardi dernier, il s'est également trouvé des députés de circonscriptions rurales pour appuyer leurs collègues francophones de Montréal. Dans ces régions limitrophes, les députés craignent que le débat prenne trop d'ampleur, crée l'image de division et donne de l'eau au moulin de l'opposition péquiste, dans leur circonscription.

Alors que les députés anglophones sont relativement satisfaits des intentions annoncées par leur gouvernement, les députés francophones se montrent beaucoup plus critiques. Ils lui reprochent essentiellement de ne pas avoir eu le flair de prévoir l'ampleur du mouvement de résistance et d'avoir ainsi fourni au Parti québécois l'occasion de se refaire un capital politique incommensurable.

Un député a ainsi témoigné de ce sentiment d'insécurité qu'il croit être contagieux parmi les députés francophones: «On n'aurait jamais dû rouvrir ce débat. Pour Johnson, c'est un sujet en or. On lui donne l'occasion de consolider son leadership.»

Le ton monte entre la France et le Canada à propos des droits de pêche à Terre-Neuve

Agence France-Presse

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

■ Le premier ministre français Jacques Chirac, après une visite officielle de trois jours au Canada prévue en janvier, pourrait ne pas se rendre à Ottawa pour protester contre l'attitude canadienne dans le différend franco-canadien sur la pêche dans la région de Terre-Neuve, a laissé entendre vendredi soir le ministre français des Départements et Territoires d'Outre-Mer (DOM-TOM), M. Bernard Pons.

M. Pons a fait part de cette éventualité dans le cadre de l'émission «Face à l'autre mer» enregistrée par la chaîne de télévision «Radio France Outre-Mer» (RFO). Le ministre, qui répondait à une question du représentant de la station RFO de Saint-Pierre et Miquelon sur l'échec des négociations franco-canadiennes menées les 14 et 15 novembre derniers à Saint-Jean de Terre-Neuve, s'est déclaré «très choqué par l'attitude des Canadiens» à l'égard des habitants de l'archipel français du golfe du Saint-Laurent.

«Nous avons demandé aux Canadiens une nouvelle réunion à Paris avant la fin de l'année. Nous n'avons pas obtenu de réponse. Le premier ministre sait que cette affaire est vitale pour nos compatriotes de Saint-Pierre et Miquelon et pour les pêcheurs

métropolitains, en particulier ceux de la région de Saint-Malo. Dans la perspective de son voyage au Canada, il envisage peut-être, a conclu M. Pons, de ne pas se rendre à Ottawa si par hasard la situation ne devait pas se débloquer».

La France et le Canada renégocient l'accord de 1972 (arrivé à expiration le 15 mai 1986) en prévision de la prochaine campagne de pêche qui doit débuter le 15 janvier 1987 et concerne, outre la population entière de Saint-Pierre et Miquelon, 500 familles de pêcheurs métropolitains.

Le Canada n'est prêt à reconnaître qu'une zone de 12 milles marins autour des îles françaises du golfe du Saint-Laurent alors que la France défend le principe de l'équidistance (dans la zone la plus proche de Terre-Neuve) et réclame la reconnaissance d'une zone de 200 milles au sud-est de l'archipel.

Le Premier ministre français, M. Jacques Chirac, doit se rendre au Canada du 15 au 17 janvier prochain dans le cadre des échanges bilatéraux entre chefs de gouvernements français et québécois. Son programme initial prévoit, outre ses séjours à Québec et Montréal — où il doit s'entretenir notamment avec le premier ministre québécois, Robert Bourassa — un passage dans la capitale fédérale.

L'opposition accuse Mulroney de battre en retraite dans le dossier du bois d'oeuvre

Presse Canadienne

OTTAWA

■ Le gouvernement Mulroney a totalement compromis les efforts entrepris par le Canada pour régler la dispute canado-américaine sur le bois d'oeuvre par l'entreprise de la communauté commerciale internationale, a soutenu samedi le député libéral Lloyd Axworthy.

En substance, M. Axworthy a réitéré l'opposition de son parti à un règlement négocié du contentieux intervenu entre les deux pays à la suite de l'imposition par Washington de droits compensatoires sur les importations de bois d'oeuvre canadien.

Critique du Parti libéral pour le commerce extérieur, M. Axwor-

thy a de nouveau accusé les conservateurs de «battre en retraite» devant les intérêts américains.

Selon lui, la proposition canadienne que soit retirée la décision américaine et qui a été rendue publique vendredi à la conférence de Vancouver a irrémédiablement compromis la possibilité que la barrière souhaitée par les Américains soit jugée comme contraire à l'esprit des accords du GATT par le tribunal commercial international actuellement saisi de la question.

Le panel du GATT

M. Axworthy a soutenu que l'on s'attendait dans les milieux concernés à ce que le panel du GATT penche du côté du point de vue canadien. Et sa décision aurait normalement dû être an-

noncée vers la janvier ou le début de février.

La proposition formulée à Vancouver vise à réclamer des Américains qu'ils renoncent à l'imposition de droits compensatoires, en contrepartie de l'augmentation par le Canada du prix du bois d'oeuvre destiné aux exportations.

Elle a été dénoncée par le gouvernement de l'Ontario et par les représentants de l'industrie du bois de la Colombie-Britannique qui ont accusé Ottawa de se vendre aux Américains.

«Si le tribunal du GATT avait tranché la question en notre faveur les Américains auraient alors été placés dans l'obligation de retirer leurs tarifs sous peine d'être confrontés à des pénalités majeures», a déclaré M. Axworthy.



Pressé de vendre votre voiture, le mobilier de salon, votre téléviseur ou le réfrigérateur? Faites comme Yvonne et Gérard, annoncez dans LA PRESSE!

LES ANNONCES CLASSÉES

Pour vendre vite, vite, vite, il me faut

La Presse

Pas question de retarder le mariage

GILLES ST-JEAN

■ Comme prévu, Daniel Bérubé, âgé de 27 ans, s'est marié hier à Saint-Hubert. L'événement aurait été banal, n'eût été que le marié était en fauteuil roulant, escorté par une dizaine de camarades ambulanciers, et qu'il a dû réintégrer sa chambre à l'hôpital Charles-Le Moyne quelques heures après la cérémonie.

En effet, M. Bérubé est l'un des deux ambulanciers blessés dans la nuit de lundi dernier, au cours d'un attentat commis à Saint-Léonard par un homme qui voulait de la drogue.

M. Bérubé a subi une fracture du fémur quand une balle tirée par l'agresseur a éclaté dans sa cuisse. Son collègue Yvon Cyr, qui assistait au mariage célébré à l'église Saint-Hubert, a été blessé à la joue gauche et au bras droit. L'agresseur a vraiment failli le tuer.

Ses camarades des ambulances Des Pins, avec la complicité de leurs employeurs, ont réussi à le faire sortir de sa chambre d'hôpital pour la cérémonie. On a aménagé une « ambulance » improvisée, parce que Urgences Santé refusait de laisser sortir une vraie ambulance de l'île de Montréal, fût-ce pour quelques heures.

Les collègues de M. Bérubé ont donc retapé une camionnette, y

ont installé une civière, refait la peinture du véhicule, posé des gyrophares et une sirène et... l'ont décoré des rubans de circonstance.

« Daniel est sous surveillance. Si sa température dépasse 102 degrés, on doit le reconduire immédiatement à l'hôpital; ordre du médecin », a expliqué un de ses collègues, M. Daniel Robert.

Pas de drogue

Quoi qu'il en soit, le marié n'avait pas la tête aux entrevues hier: il se consacrait à son mariage.

Il a toutefois tenu à rappeler, vendredi, au cours d'un entretien téléphonique avec LA PRESSE, que l'attentat dont lui et son confrère ont été victimes était inutile: les ambulances ne transportent aucune drogue, aucun médicament.

« Notre rôle est de stabiliser le patient, de l'immobiliser, de le panser et de le transporter à l'hôpital », a souligné M. Bérubé.

Selon lui, on ne répètera jamais assez que les ambulanciers ne peuvent rien pour un drogué en manque.

Il doute toutefois que l'homme qui a tiré sur M. Cyr et lui se soit trouvé en état de manque.

« Le gars semblait calme, l'imagine que s'il avait été en manque, cela aurait paru davantage », a-t-il déclaré.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Le marié, Daniel Bérubé, et son épouse, Jocelyne Filion.

Au nom du père et du fils

le sorcier

roman

Francine Ouellette



Prix France-Québec Jean Hamelin 1985

— 64 —

— Cheville de bois dans peau... soleil me regarde... je regarde soleil... je tire... lanterne arrache peau... je danse, je saigne... soleil me voit... je vois soleil. Fais de moi un grand guerrier.

Qu'est-ce que ce sacrifice auquel s'est livré Baptiste? Effectivement, les cicatrices démontrent clairement que la peau a été arrachée.

Manon se souleva sur un coude et s'appuya contre son dos. Il sent ses seins entre ses omoplates. D'un geste maternel, elle lui caresse la nuque et lui explique:

— Lui faire danser du soleil... à dix-sept ans. Avant combat du métais...

— Quel combat? Quel métais?

— Dernier combat... Métais a prié pour nous, mais cheval de fer a chassé bisons... a volé nos terres. Métais est revenu en toé.

— Explique-moi la danse du soleil.

— Ici, on enfonce cheville de bois attachée à lanterne. Lanterne, elle, attachée à poteaux de tente médecine... Pendant quatre jours, quatre nuits... on danse en regardant soleil... On danse, on tire sur lanterne... on tire, on danse... pour remercier terre, pour demander aide du soleil. Qu'il fasse pousser l'herbe... Vieille coutume... Plus personne ne fait danse du soleil. Baptiste est dernier.

Des larmes lui montent aux yeux. Il les refoule. Avec respect, il porte l'index sur cette poitrine qui s'est offerte en sacrifice pour que survive un peuple. Qui s'est labourée elle-même pour assurer la continuité de la race.

Bien sûr, tout cela est illogique aux yeux de l'homme instruit qu'il est. Illogique et tout à fait inutile... car le soleil est un astre et l'astre ne voit pas saigner l'Indien attaché à son poteau de torture. Il ne l'entend pas prier. Pas plus qu'il n'entendait Jésus, cloué sur la croix. Ces supplicies volontaires ne deviennent des élus que lorsque leurs souffrances ont porté fruits. Celles de Baptiste ayant conduit à la défaite et à l'exil... il s'est jeté corps et âme dans la religion du supplice que prêchent les vainqueurs. Il comprend son fanatisme, engendré par cette volonté féroce de recourir aux puissances intemporelles pour venir à bout de ses luttes terrestres.

Pauvre Baptiste qu'il a maintenant envie de serrer sur son cœur! Et pauvre Manon, trop attentionnée à masser ses épaules lassées!

Est-ce en eux que subsiste l'essence du peuple?

— Tes enfants ont faim et froid... il n'y a plus de soleil... geint Baptiste.

Il le rafraîchit en humidifiant son visage, ses tempes, son cou, ses épaules. Il change les compresses, lui administre encore de la quinine.

À demi conscient, le malade s'accroche encore à ses épaules.

— Toé revenu?

— Oui.

Il n'hésite pas une seconde à tendre cette bouée à son patient. Elle seule saura lui donner une raison de vivre.

— Toé revenu... trop d'habits rouges... pour nous.

— Je sais cela.

— Frère blessé. Moé emmener loin.

— Oui. Tu es encore un grand guerrier... tu vas combattre le mal en toi.

— Oui, parce que toé revenu.

Le vieil homme s'endort avec cet espoir. Clovis considère ses flancs maigres où on voit son squelette à chaque respiration et ces vestiges de torture qu'on dirait collés à même ses os. Il a du mal à imaginer un jeune guerrier de dix-sept ans, enfourchant un cheval et se lançant à l'attaque en brandissant son arc contre le cheval d'acier. Ce jeune guerrier devait être beau à l'époque. Avec ses muscles souples, sa peinture de guerre et ses plaies toutes fraîches sur son thorax. Il devait être fier, sûr de lui, arrogant et méprisant pour l'ennemi. Un panache de plumes lui donnant l'aspect d'un aigle combattif.

Que reste-t-il de lui? De sa foi? Une vieille loque humaine, charriée de-ci, de-là, malménée et humiliée, n'ayant ni frontière ni destination. Une âme en lambeaux, une religion en morceaux. Et sur sa peau, des preuves sans valeur d'une croyance morte et enterrée.

— Lui, fils de chef... comme Georges, père de Marie-Victorine. (Il sourcille.) Elle aussi, vierge.

Qu'insinue-t-elle avec ce chatouillement derrière ses oreilles? Elle se fait collante, voire embêtante. Il s'en dégage, la prend patiemment par les poignets et la recouche.

— Dors, toi aussi.

Il parle en algonquin. Elle reprend en dialecte cri. Il répète.

— Si toé envie... rien demander.

— Dors.

Oui, dors vieille femme sur le rêve étioilé de ta robe de mariée. Dors sur le souvenir des fleurs de cette prairie que Baptiste n'a pu sauver avec son sacrifice.

à suivre

Tous droits réservés:
LES ÉDITIONS LA PRESSE, LTÉE
©Copyright, Ottawa, 1985

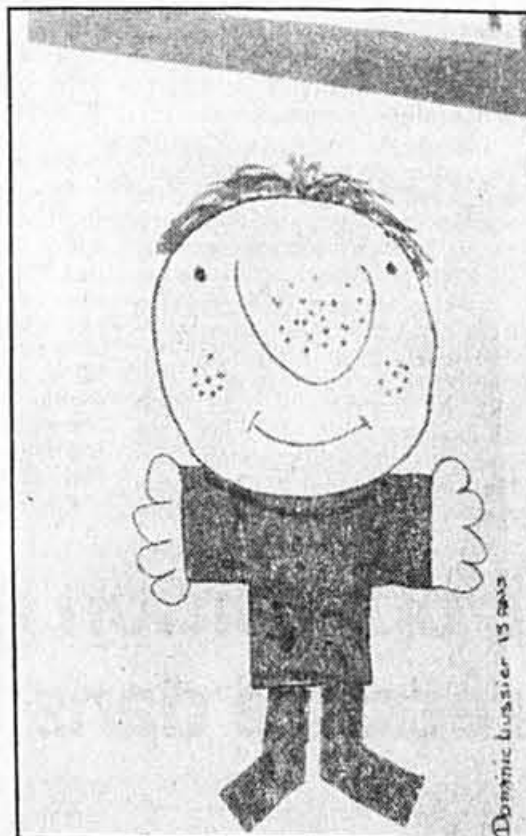


PHOTO JEAN GOUPIL, LA PRESSE

Les enfants malades exposent au Holiday Inn

Les enfants atteints de maladies infantiles des hôpitaux Sainte-Justine et de Montréal pour enfants, sollicitent l'appui du public en exposant leur dessins dans le hall de l'hôtel Holiday Inn du centre-ville de Montréal. Les dons du public ainsi recueillis, seront remis aux deux hôpitaux au profit de la recherche sur les maladies infantiles lors du Téléthon des étoiles, qui aura lieu le 7 décembre. Une soixantaine de dessins d'enfants atteints de maladies infantiles, sont présentement exposés dans le hall de l'hôtel.